



Munich Personal RePEc Archive

## **Social truth or economic falseness**

Akhenaton Izu

University of Kinshasa

11. March 2015

Online at <https://mpra.ub.uni-muenchen.de/67804/>

MPRA Paper No. 67804, posted 10. November 2015 14:23 UTC

# Vérité Sociale ou Fausseté Économique

Akhenaton IZU

Email : [akhenatonizu@yahoo.fr](mailto:akhenatonizu@yahoo.fr)

Université de Kinshasa

Faculté des Sciences Économiques et de Gestion

**Résumé :** L'inspiration de ce papier vient du divorce criant entre croissance économique éloquente et la pauvreté rampante de la population congolaise. L'originalité de ce travail consiste à puiser dans la structure économique pour expliquer ce divorce. D'une part, la prédatorocratie, le bradage des ressources naturelles et l'absence d'interaction entre l'infra économie et la supra-économie sont les causes principales de ce divorce. D'autre part, les estimations économétriques nous renseignent que la rente des ressources naturelles a une influence négative et significative sur le PIB per capita au point que si la rente augmente d'un point du PIB, cela s'accompagne de la réduction du PIB par habitant de 23\$ alors que le stock du capital physique augmente de 0,62% du PIB lorsque la rente des ressources naturelles croit de 1% du PIB. Donc, la croissance tirée de l'extraction de ressources naturelles a une influence négative sur le social de la population congolaise.

**Mots clés :** Croissance économique, social, structure économique, Ressources naturelles.

---

## Social truth or economic falseness

---

**Abstract:** The inspiration of this paper comes from the clear divorce between the eloquent economic growth and rampant poverty of Congolese people. The original aspect of this work is to get information from the economic structure for explaining this divorce. In the one hand, the predator government, the selling off natural resources and the lack of interaction between the below economy and the supra economy are the main causes of this divorce. In the other hand, the econometric estimations tell us that the rent of natural resources has a negative impact on GDP per capita to the point that of the rent increases of 1% of GDP, this leads to 23\$ reduction of GDP per capita, while the physical capital stock increases of 0.62% of GDP when the natural resources income grows of 1% of GDP. Therefore, the growth taken from the natural resources extraction has a negative impact on Congolese people social life.

**Keywords:** Economic growth, Economic structure, Natural resources, Social life.

**JEL Classification:** I30, O13, O40, P59.

@akhenatonizu: I certify to have a right to publish this document.

*« Les politiques qui enrichissent les riches n'enrichissent pas la nation. Au contraire, elles entraînent inévitablement le déséquilibre économique et l'instabilité sociale. »* Mc **Namara, Ancien Président de la Banque Mondiale.**

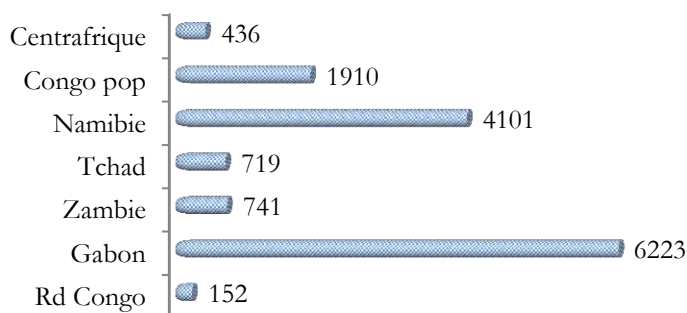
## INTRODUCTION

La République Démocratique du Congo a toujours été décrite comme un réservoir d'abondantes matières premières, c'est donc un don de la nature. En effet, la nature a gratifié le sous-sol congolais de minerais tels que le cuivre, le cobalt, l'or, le diamant, l'étain, l'uranium, le manganèse, le magnésium, le coltan, etc. Elle dispose également de plus de 80 millions d'ha de terres arables, accompagnées d'une diversité climatique étrange avec 5 zones climatiques. En outre, la République Démocratique du Congo est couverte d'une forêt de superficie de 155,5 millions d'ha, soit 54,6% de sa superficie et représente l'essentiel de la forêt africaine, et d'une réserve de 52% des eaux douces en Afrique.

Une telle description laisse présager, depuis longtemps, un bon avenir pour le développement de la RDC. Avec un sol fertile et un sous-sol immensément riche, plusieurs activités sont susceptibles d'être développées dans le territoire congolais notamment l'agriculture, l'industrie manufacturière, l'électricité, etc.

Alors que la population aspire à un bonheur proportionnel aux ressources naturelles de son pays, un drame de pauvreté enveloppe bon nombre d'entre eux. Au lieu d'offrir à ses enfants un paradis sur terre, c'est vers les supplices profonds que le pays avance chaque année, chaque lustre ou encore chaque décennie. La pauvreté dans laquelle se trouve la population congolaise est insupportable comparée aux autres pays africains, ce n'est plus la pauvreté mais de l'ultra pauvreté dont le pays est envahi.

**Graph.1. Répartition des pays africains selon le Pibhab en 2010**



Source : WDI, 2014.

La petite comparaison, à partir du graphique ci-dessous renseigne que le revenu moyen d'un congolais est 5 fois moins que celui d'un tchadien et 40 fois moins que celui d'un gabonais, la

misère du congolais a atteint son paroxysme. En sus de cela, une enquête réalisée par le PNUD en 2010 a conclu que 46,2% des congolais vivaient dans l'extrême pauvreté et que 74,4% souffraient de la pauvreté multidimensionnelle.

Malgré la pauvreté rampante qui sévit au sein de la population, l'ironie des chiffres en RDC conclut sur la croissance économique et de performances économiques considérables. De 2002 à 2014, le taux de croissance moyen a été de 6,2% avec un pic de 9,5% en 2014, période durant laquelle il y a eu également maîtrise de l'inflation et stabilisation du taux de change.

Revêtu d'un doute méthodique, certains scientifiques remettent en cause, depuis toujours, la véracité et la validité des chiffres sur les performances économiques de la RDC. La population elle-même s'exprime en disant : « **tolembi ba chiffres na bino ya croissance, biso tozali ko mona changement moko te.** »

Néanmoins, ce contraste entre les chiffres de la croissance et la pauvreté ne date pas d'aujourd'hui. Depuis l'époque coloniale notamment vers les années 1920-1950 (le taux de croissance moyen durant cette période fut de 7,24%), le pays réalisait des taux de croissance éloquentes alors que la majorité des congolais étaient pauvres, analphabètes et à moitié nus. Lors des années 1960-1970, suite à la hausse des cours du cuivre principalement, le pays a réédité la même expérience c'est-à-dire l'embellie du chiffre couplée à la misère d'un grand nombre de la population.

Toutes ces différentes réfutations discréditent les économistes aux yeux de la population. Or, la « **théorie de l'économie de retombée** » pourvoit que les bénéfices de la croissance finissent par redescendre en cascade jusqu'aux plus pauvres (Stiglitz, 2002). C'est également le même point de vue que partagent Dollar et Kraay (2000) dans leur article intitulé « **Growth is good for the poor** ». D'autres auteurs arguent que la croissance seule ne suffit pas pour réduire la pauvreté, il faudrait que cette dernière soit accompagnée de la réduction des inégalités. Dans cette myriade d'auteurs, l'on peut citer François Bourguignon (2003) qui parle du « triangle croissance-inégalités-pauvreté », Lustig et Stern (2002), Kakwani et Son (2004) et tant d'autres.

Mais en RDC, toutes ces théories ont été battues en brèche puisqu'entre l'économie et le social, un fossé indescriptible s'est créé depuis plusieurs décennies. D'ailleurs, Kalonji Ntalaja (2003) va stigmatiser ce phénomène de croissance et conclut en ces termes : « comme la croissance économique ne contribue, du moins à court terme, ni à l'amélioration du bien-être économique ni à celle du bien être humain, la problématique de l'existence même du pays, en tant que nation moderne, devient préoccupante. » C'est pour cette même raison que Kabuya Kalala et Tshiunza Mbiye parlent de grogne sociale et d'embellie économique. Sans doute, ce divorce crée plusieurs controverses dans les esprits des chercheurs congolais ne sachant pas quel aspect privilégier : est-ce les performances économiques et/ou la réalité sociale.

Loin de nous une approche conjoncturelle de l'explication de la pauvreté rampante de la population, ce papier a pour objectif d'étudier l'intensité des relations entre l'économique et le social en RDC, d'en comprendre les causes du divorce permanent et d'explorer les mesures appropriées pour éradiquer la misère de la population. La modeste contribution de cet article consiste en ce qu'elle puise dans la structure économique de la RDC pour expliquer le mal du siècle.

Ce faisant, l'attention sera accordée à deux sections en vue d'atteindre les résultats escomptés. La première section fera le parallélisme entre les performances économiques et la misère du peuple congolais et la seconde va statuer sur l'intensité des relations entre l'économique et le social en RDC, question de savoir par quels canaux la croissance économique se répercute ou devrait se répercuter sur le quotidien de la population.

## **Section I : Les performances économiques face à la misère du peuple congolais**

### **I.1. Pesanteur structurelle au développement économique en RDC**

Lorsqu'il s'agit d'expliquer les causes viscérales du sous-développement de l'Afrique en général et de la République Démocratique du Congo en particulier, c'est la structure économique elle-même qu'il faut presser pour avoir un jus précieux dans la compréhension des faits. En effet, le fameux divorce entre les performances économiques et la grogne sociale de la population matérialise les contradictions et/ou l'incohérence de la structure économique de la RDC.

La croissance appauvrissante étant une des manifestations notoires du sous-développement, un recours aux théories structuralistes du sous-développement nous paraît très nécessaire. En effet, les structuralistes évoquent le dualisme sectoriel de l'économie comme étant le socle du déséquilibre, c'est ce qui pousse François Perroux à affirmer que l'économie dualiste est une économie désarticulée. Cette dualité se traduit par la coexistence de deux systèmes antagonistes et non intégrés : un secteur traditionnel qui résulterait de la désintégration du système précapitaliste antérieur et un secteur moderne qui est une excroissance géographique des économies capitalistes dominantes.

Nul doute donc que la partie visible de la structure économique de la RDC est héritée de la colonisation, laquelle avait pour objectif d'évacuer à moindre coût les ressources naturelles en vue de subvenir aux besoins de la métropole. Pour faciliter l'exploitation desdites ressources, les grandes entreprises à l'instar de la Compagnie du Congo pour le Commerce et l'Industrie (C.C.C.I. en sigle), Unilever, l'Union Minière du Haut Katanga (l'actuelle GECAMINES), la Société Internationale Forestière et Minière du Congo (FOURMINIERE), le Comité Spécial du Katanga furent partout implantées. Naturellement, la production de ces grandes entreprises avait pour débouché la demande extérieure et donc les exportations. De ce constat, il appert que cette structure économique a été faite par les blancs (grandes entreprises fonctionnant sur base des capitaux étrangers) et pour les blancs (satisfaire la demande extérieure). La structure économique a donc été

élaborée pour faire de la RDC en même temps un pourvoyeur des matières premières et un débouché des produits manufacturés.

Après l’accession de la RDC à l’indépendance, les congolais ont facilement perpétré cette structure comme une forme de prêt à porter pour le corps humain. La population ayant exponentiellement augmenté, la technologie et les besoins de l’Occident étant en constante mutation, cette structure condamne la RDC au statut de damné du siècle, elle est le théâtre des manigances étrangères sur tous les fronts. L’échec de cette structure a suscité dans le chef de la population congolaise un sentiment d’impuissance et voire d’évanescence au point de considérer que le pays est frappé par une malédiction : « **mboka oyo, baloka yango** ».

L’absence de toute remise en cause de la structure économique a enraciné les gènes du sous-développement faisant de la RDC le véritable prototype de la pauvreté d’une nation riche en ressources naturelles. La complicité des dirigeants congolais mérite d’être évoquée quant à la subsistance de l’économie rentière de telle sorte KASONGO NUMBI(2008) conclut que : « **l’accession à l’indépendance n’a été que la substitution des colons blancs par les colons noirs** ». À l’absence de la volonté politique de la part des dirigeants congolais, il faut ajouter l’absence d’un plan de développement (Bongoy, 2012) avec des objectifs, des cibles et la source de financement clairement identifiés. Quelques tentatives de plan à l’instar du « cinq chantiers », « objectif 80 » ont quand même traversé l’esprit du politique congolais mais rien de concret à la hauteur des attentes de la population.

La partie invisible de notre structure est, quant à elle, héritée de la période précoloniale et rassemble toutes les activités de subsistance (agriculture, mines, etc.). Elle est jusque-là négligée dans plusieurs analyses économiques suite à son caractère informel. Mais la non prise en compte de cette composante de l’économie perturbe tous les calculs macroéconomiques possibles d’autant plus qu’elle englobe l’écrasante majorité de la population congolaise.

Ainsi, le tableau ci-dessous nous aidera à cerner les caractéristiques, les activités et la logique de base de notre structure économique qui se subdivise en deux composantes :

- L’infra-économie qui est la partie invisible de la structure économique et ;
- La supra-économie qui en est la partie visible.

**Tableau 1: Description de la structure économique de la RDC**

Éléments de structure	Infra-économie	Supra-économie
1. Objectif de l’activité	La subsistance	La recherche du profit et le développement de l’activité
2. Débouché	Autoconsommation	Demande extérieure (exportation)

3. Facteurs de production abondant	Travail et Ressources naturelles	Ressources naturelles et Capital
4. Origine des facteurs	Nationale	Nationale et étrangère (capitaux)
5. Statut par rapport au fisc et à la législation du travail	Informelle (invisible)	Formelle (visible)
6. Rythme de croissance	Stagnation	Croissance rapide
7. Principaux secteurs	Agriculture, petit commerce, mines et forêt (artisanat)	Mines et Forêt (industries), Industrie manufacturière, Services.
8. Source de financement	Autofinancement	IDE et Investissement de portefeuille
9. Part de la population occupée	Environ 75%	Près de 25%
10. Logique de subsistance	Solidarité clanique et partage des récoltes	Ecrémage des ressources naturelles (pillage des ressources), corruption et profit
11. Origine de la sous-structure	Période précoloniale	Période coloniale
12. Lien avec le Reste du monde	Aucun	Exportation des matières premières et importation des produits manufacturés : double extraversion
13. Nature du mode de production	Traditionnelle	Sémi-capitaliste
14. Mode de consommation	Collective	Individuelle
15. Outils utilisés	Rudimentaires	Un peu plus développés mais pas sophistiqués
16. Localisation géographique	Bandundu, Kasai, Kivu, Equateur, P. Orientale, Maniema, Kinshasa, Katanga, Bas-Congo (partie informelle)	Kinshasa, Katanga, Kivu, Maniema et Bas-Congo (partie formelle) principalement.
17. Mode de règlement des transactions	Troc et échange monétaire primitif	Economie monétaire pleinement développée.
18. Taille des unités	Petite	Moyenne ou Grande

Source : Auteur

En dehors de son aspect descriptif, l'opportunité de ce tableau est énorme en ce qu'il visualise les déterminants structurels de la misère en RDC.

Ce tableau décrit les deux composantes de la structure économique congolaise, leur fonctionnement et leur logique de subsistance. La leçon magistrale à retenir est que l'économie de la RDC ne fonctionne pas à une vitesse mais plutôt à deux vitesses. Alors que la supra-économie connaît une croissance rapide, l'infra-économie est, quant à elle, en

stagnation. La supra-économie est la partie visible c'est-à-dire la partie formelle de l'économie de la RDC, elle est à l'origine du calcul de toutes les grandeurs économiques. Le cadrage macro-économique, la croissance économique ainsi que toutes les analyses économiques ne se basent que sur cette composante de la structure économique alors qu'elle n'occupe qu'environ 25% de la population congolaise et fonctionne sur base des capitaux étrangers.

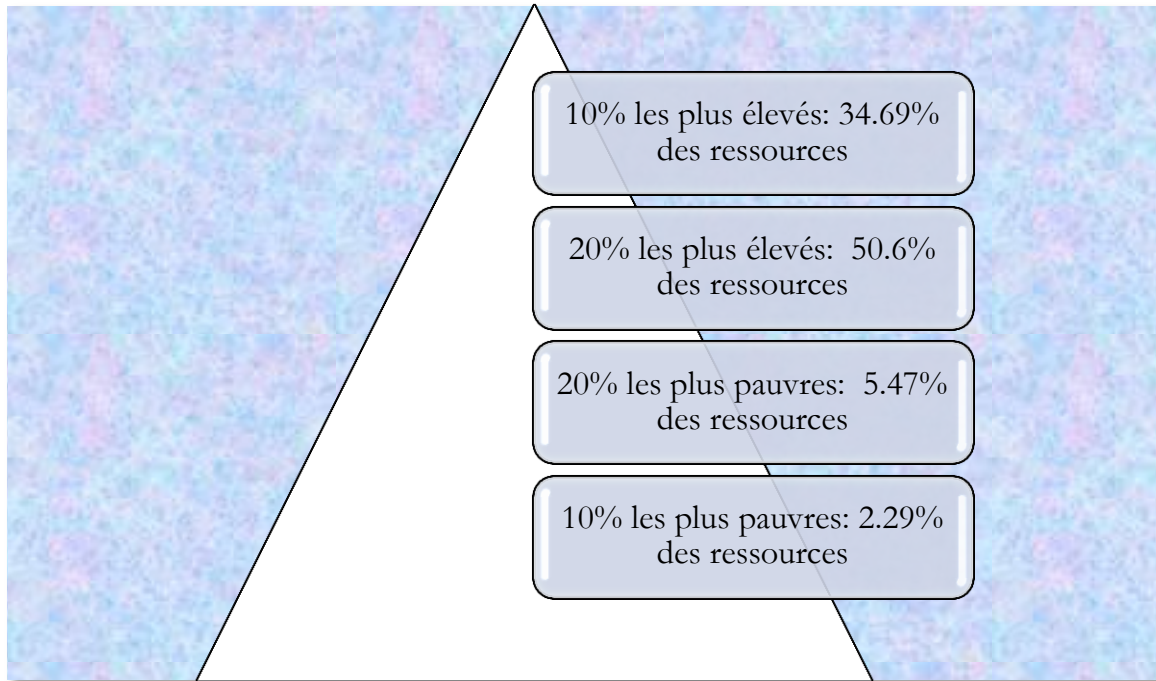
Il s'avère important de signaler que les chiffres de croissance dont l'éloquence enchante plusieurs politiques ne concernent qu'une infime partie de l'économie congolaise (soit 25% de la population) alors que la majorité de l'économie se trouve dans une situation de stagnation économique. La première conséquence de ce divorce, au sens de Joseph Ki-Zerbo(1978), c'est que le niveau de développement intérieur est extrêmement hétérogène, parfois très développé dans le secteur exportateur, notamment minier mais arriéré pour le reste.

Deux autres conséquences de cette situation méritent d'être préalablement signalées :

- Primo, la croissance économique découlant de la supra-économie entraîne qu'en amont du processus de production, la main d'œuvre congolaise ne contribue pas beaucoup à l'aiguisement de la croissance. En plus, les secteurs porteurs de ladite croissance utilisent plus intensément le capital que le travail, d'où une rémunération modique est réservée aux travailleurs de la supra-économie.
- Secundo, étant donné que la population congolaise ne participe pas à la croissance, il se constate que la croissance ne profite qu'à un petit groupe d'individus qui sont, du reste, des hauts placés. L'accumulation d'une telle croissance conduit à ce qu'un petit groupe d'individus contrôle la majorité des richesses du pays. Le graphique ci-dessous en est riche en démonstration :

**Fig. 1 : Répartition des ressources selon les déciles pour l'an 2006**





Source : Auteur sur base de WDI(2014).

Ce graphique nous apprend que les 10% les plus riches contrôlent 34,69% des ressources du pays alors que les 20% les plus riches de la population contrôlent 50,6% des ressources du pays. Parmi les 20% les plus riches de la RDC, il y a un nombre considérable des opérateurs économiques étrangers, des membres de la classe politique et quelques rares entrepreneurs congolais.

La partie invisible de l'économie comporte les activités de subsistance développées par la population, elle comporte environ 75% de la population. Évoluant beaucoup plus dans l'informel, l'infra-économie prend de formes différentes selon que l'on est en milieu rural ou en milieu urbain. En milieu rural, elle comporte les activités agricoles, minières, forestières, halieutiques exercées dans l'objectif de survivance tandis qu'en milieu urbain, elle comporte beaucoup plus les activités de petit commerce et de transport en commun dans l'objectif de se procurer les revenus complémentaires étant la modicité des salaires dans la supra-économie. Disposant d'un outil rudimentaire, l'infra-économie a une tendance génétique à la stagnation.

Cependant, la non prise en compte de l'infra-économie qui regorge l'essentiel de la population congolaise dans la prise des décisions est une erreur notoire des dirigeants congolais. Toutes les politiques budgétaires ou monétaires qui seront prises dans un tel cadre seront inefficaces puisqu'une grande partie de la population échappe au calcul du Gouvernement. La nature informelle de l'infra-économie rend difficile l'analyse de son interaction avec la supra-économie.

De toute évidence, il n'y a pas d'effets d'entraînement significatifs entre les deux composantes de l'économie parce que n'obéissant pas aux mêmes principes de fonctionnement tel que le démontre le tableau ci-haut. La performance de l'un peut être

accompagnée de la déliquescence de l'autre et ceci depuis la colonisation. Un rapport publié sur le Congo Belge constatait qu'en 1959, la production agricole avait augmenté de 6,1 mais à y voir de près, on a constaté que cette "moyenne" recouvre deux réalités complètement différentes : « le progrès est nettement plus marqué parmi les cultures européennes (+20%) que parmi les cultures autochtones (+1,7%) » (JOYE Pierre et LEWIN Rosine, 1961). Derrière tous ces chiffres se cachent le poids combien élevé de l'économie invisible. Alors que l'agriculture moderne avait connu une croissance vertigineuse en 1959, la moyenne est descendue plus bas avec un taux de 6,1% parce qu'influencée par une infra-agriculture représentant plus de 75% de l'activité agricole de l'époque.

Le souci majeur de la population est donc celui de bénéficier des retombées de la croissance à travers une bonne alimentation, avec les meilleures conditions d'éducation, de santé, etc. L'aspiration au bonheur(le social) dépasse les délimitations d'infra-économie ou de supra-économie alors que la croissance économique que plusieurs institutions statistiques publient ne provient qu'une petite partie de l'activité économique (supra-économie) à telle enseigne qu'elle ne suffit pas pour améliorer le bien-être de la population, la structure économique doit être refondée sur de nouvelles bases. Les explications conjoncturelles ne sauraient résoudre efficacement le problème car elle débouche vers les mesures conjoncturelles. Il en résulte donc que le divorce entre les performances économiques et l'amélioration du bien-être de la population n'est que la conséquence d'une structure économique désarticulée que les dirigeants congolais s'obstinent à perpétuer. L'activité d'extraction-exploitation des ressources naturelles en vue de l'exportation telle qu'héritée de la colonisation conduit à maintenir la population congolaise dans la pauvreté et la souffrance des colonisés quels que soient les chiffres de la croissance.

Suite au manque de complémentarité entre la partie visible et la partie invisible de l'économie, la croissance économique et le bien-être prennent deux sentiers totalement différents. La RDC est placée continuellement dans un cycle d'anémie économique et sociale où elle court le risque d'épuisement des ressources naturelles qui sont, d'ailleurs, surexploitées ; où elle perd les capitaux et les cerveaux qui s'orientent vers les pays les plus stables.

## **I.2. Du Divorce entre performances économiques et pauvreté à court terme**

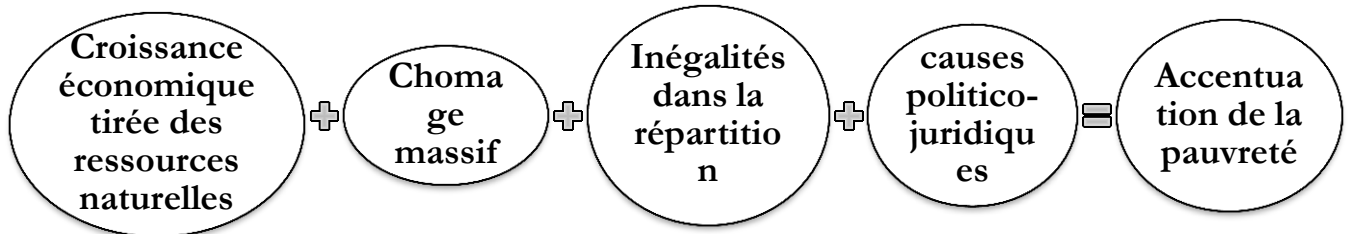
Les performances économiques générées par l'économie congolaise sont dangereuses et leur interprétation doit être accompagnée de beaucoup de circonspections. Dans une perspective de court terme, cette sous-section analysera les causes du divorce susmentionné.

### **I.2.1. Des causes du divorce entre performances économiques et pauvreté à court terme**

Plusieurs causes et de plusieurs ordres peuvent être évoqués pour expliquer la grogne sociale de la population en même temps que le pays connaît une croissance

étonnante. Mais pour opérationnaliser les déterminants de ce fossé, une figure a été élaborée :

**Fig. 2. : Résumé des causes conjoncturelles du divorce entre la pauvreté et les performances économiques**



De cette figure, il se déduit les causes suivantes :

- **Le chômage et sous-emploi de la population :** les rigidités du marché du travail congolais font en sorte qu'en amont la population congolaise ne contribue à la croissance économique et qu'en aval elle ne profite pas non plus de la croissance. En amont, l'on constate que suite à une demande du travail rétrécie et très exigeante quelque fois, la population est soit non employée soit elle ne bénéficie pas des conditions de plein-emploi en durée du travail, en équipements et autres. Ne participant que faiblement à la création des richesses, la population congolaise ne dispose pas de ressources suffisantes pour se nourrir, pour accéder à l'eau potable ou encore à l'électricité bref pour profiter de la croissance en aval.
- **Les inégalités dans la répartition :** l'économie congolaise est parmi les économies où existent de fortes disparités. Que ce soit au niveau de l'éducation, que ce soit au niveau des revenus ou au niveau de la consommation des ménages, les inégalités impriment leur marque. C'est ainsi que l'on constate que la consommation annuelle de 25% des ménages les plus pauvres représente le huitième de la consommation annuelle de 25% des ménages les plus riches.

En outre, La répartition des ressources au niveau de l'État laisse à désirer et ouvre la porte à de grandes inégalités. Voici la répartition des ressources dans le budget de 2013 :

**Tableau 2: Extrait des allocations budgétaires et leur exécution en 2013**

Poste	Montant alloué(en millions de CDF)	Taux d'exécution
1. Institutions politiques	308747.9	121%
2. Dépenses pro-pauvres	132474.3	-
a. Agriculture	10164.6	17%
b. Santé publique	31219.4	75%

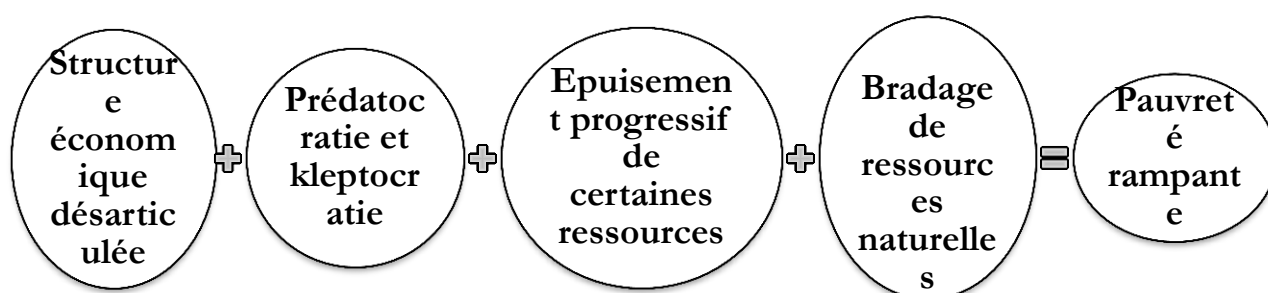
c. Education	86366.7	13%
d. Industrie	1235.6	-
e. Infrastructures	3488	221%

Source : BCC, 2013.

Ce tableau nous donne une riche compréhension de l'allocation des ressources budgétaires en RDC et nous force de conclure qu'il est accordé plus de ressources, soit 3 fois plus, aux institutions qu'aux dépenses pro-pauvres c'est-à-dire les dépenses d'agriculture, de santé, d'éducation, d'infrastructures ou encore les dépenses d'industrie réunies.

- **Législation des affaires caritative :** certaines lois telles que le code des investissements et le code minier accordent nombreux avantages aux opérateurs économiques dans leur secteur respectif. L'objectif d'attirer les entreprises a dénudé au législateur toute idée d'enrichir la nation à travers la fiscalité. Certaines de ces mesures méritent d'être citées : Dans ses articles 246 et 247, le code des impôts prévoit un taux d'IBP de 30% pour les entreprises minières alors que le taux normal d'IBP était de 40%. Il en est de même pour l'impôt mobilier dont le taux était fixé à 10% alors qu'il est de 20% dans les autres secteurs. En outre, le montant de la première annuité d'un amortissement exceptionnel est égal à 60% du prix de revient de l'élément d'actif considéré. La conséquence directe de cet aspect des choses c'est la sous-mobilisation des recettes dans le secteur minier. En effet, en 2012, la rente minière(en termes de taxes en millions de USD) n'a été que 370 alors que le Botswana qui est moins pourvu que la RDC a mobilisé une rente minière de 2900(FMI, 2013).

### I.2.2. Des causes structurelles du divorce entre les performances économiques et la pauvreté.



Quant aux causes structurelles de la misère en RDC, plusieurs éléments peuvent inhibiteurs au développement de la RDC à l'instar de :

- **Structure économique désarticulée :** à ce niveau, il convient de relever que les performances économiques se basent sur un petit nombre des entreprises congolaises du secteur formel alors que l'écrasante majorité des congolais vivent dans la stagnation voire la régression économique. Cet aspect des choses a été largement

développé au point I.1. parce que c'est la raison fondamentale du divorce entre l'économique et le social.

- **Prédatocratie et Kleptocratie** : la prédatocratie (Kankwenda Mbaya, 2005) et la Kleptocratie (Harmunt Elsehans) sont de modes de gouvernance où la prédation et le vol sont institutionnalisés, les dirigeants sont conduits par un instinct de vol de deniers publics. L'on se rappelle des paroles du Président Mobutu qui demandait aux hauts fonctionnaires de l'Etat du Zaïre de voler un peu autorisant par le même fait le détournement. Encore plus silencieux, les deux régimes Kabila ont favorisé le pillage de ressources naturelles à travers les guerres et la signature des contrats léonins. Au début de la rébellion de l'AFDL, alors qu'il n'était pas encore Président de la République, Kabila Père a eu à signer 3 contrats léonins avec Barrick Gold Corporation et AMFI (Abadie et al, 2008). Cette logique demeure jusqu'à présent, quelques entreprises financières puissantes financent les guerres dans certains coins du pays afin de piller les ressources de la RDC. C'est ce qui explique la prolifération de plusieurs forces négatives à l'Est du pays et si la population ne se lève pas, ce mouvement va continuer même après le départ des M23.
- **Épuisement progressif de ressources naturelles** : la surexploitation des ressources naturelles dans le souci de la croissance conduit à l'épuisement de certaines ressources vitales, ce qui compromet tout élan du développement du pays. Ainsi en est-il de la forêt de Mayumbe au Bas-Congo, du braconnage extrême des éléphants, etc.
- **Bradage des ressources naturelles** : l'évolution de l'économie mondiale caractérisée par l'amélioration de la technologie a induit une baisse de la demande des minerais, ce qui fait que la tendance des cours des minerais à la Bourse de Londres a une tendance décroissante. Les matières premières étant cédées à de prix très faibles, le seul rempart des entreprises consiste à augmenter la quantité produite, chose qui apporte la pollution et s'accompagne des expropriations de terres de communautés locales.

En voici, une illustration des cours des principaux minerais exportés :

**Tableau 3: Évolution des cours des principaux minerais exportés en RDC**

Années	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014
Cuivre (\$/t)	7119	6918	5224	7881	8823	7953	7322	7027
Cobalt(\$/t)	63625	81306	36553	39365	36244	28931	27044	29585
Or (\$/oz.)		872	974	1227	1573	1669	1411	1250
Coltan(\$/t)	30864	41979	37065	57687	104811	112803	100631	111526

Source : Chambre des Mines, 2014.

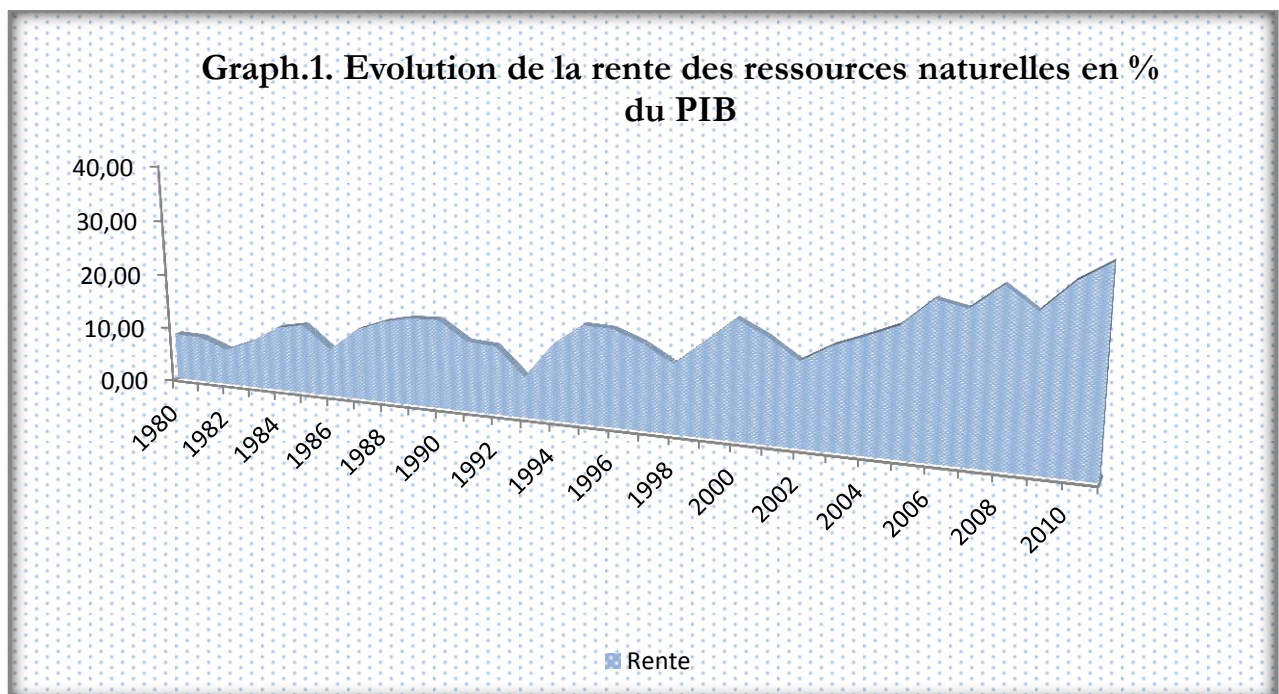
## Section II : Analyse de l'intensité des relations entre le social et l'économique

### II.1. Analyse exploratoire

La revue des analyses théoriques réalisées dans ce travail pourvoit que le déséquilibre structurel entre l'infra économie et la supra économie est le principal déterminant de la croissance appauvrissante en RDC. Tirée essentiellement de l'extraction des ressources naturelles, ladite croissance ne profite qu'à une infime frange de la population.

L'analyse des retombées de la croissance économique sur l'amélioration du bien-être de la population ne saurait se contenter de la seule approche théorique telle qu'abordée dans ce papier. Il faudrait, pour plus de rigueur, saisir empiriquement l'intensité des relations entre l'économique et le social en RDC. C'est pourquoi, cette section se consacrera à cette tâche particulière.

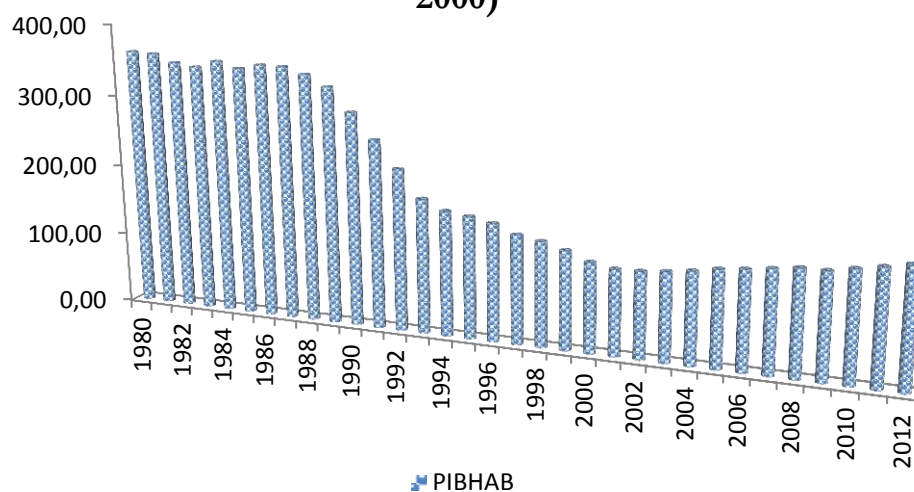
Commençons par étudier la dynamique de l'évolution de la rente des ressources naturelles et du PIB par habitant:



Source : Auteur sur base du WDI(2014)

A partir de ce graphique, il apparaît clairement que, durant la période sous examen, la rente des ressources naturelles en % du PIB a une tendance à la hausse en dépit du phénomène de la détérioration des termes de l'échange.

**Graph.2. Evolution du PIB per capita de la RDC(USD constant 2000)**



Source : Auteur sur base du WDI(2014)

Du deuxième graphique s'ensuit que le revenu moyen a une allure décroissante avec un creux de 118 \$ en 2001. constatons néanmoins que, depuis 2002, le PIB per capita augmente mais avec un rythme moyen de croissance de 3% entre 2002 et 2012.

Soucieux de comprendre le parcours de l'économie congolaise, le tableau ci-dessous nous est riche en description:

**Table 5 : Statistiques descriptives des variables analysées**

	PIBH <sub>t</sub>	CAP <sub>t</sub>	CAH <sub>t</sub>	DEPD <sub>t</sub>	TERME <sub>t</sub>	CREDIT <sub>t</sub>	RESS <sub>t</sub>
Mean	219.8169	11.45240	63.62500	4.640625	96.03081	2.615633	16.94861
Median	166.6291	10.87397	61.50000	1.900000	93.31461	2.274268	15.62561
Maximum	360.9022	27.09571	93.00000	23.80000	146.6480	7.249234	35.22699
Minimum	118.6447	2.100000	32.00000	0.100000	53.76344	0.687686	6.573669
Std. Dev.	96.86007	6.315151	20.39568	6.040768	22.88987	1.823600	7.418500
Sum	7034.142	366.4768	2036.000	148.5000	3072.986	83.70027	542.3556
Observations	32	32	32	32	32	32	32

Source : nos calculs

Les données, concernant la période de 1980 à 2012, qui sont utilisées dans le cadre de cet article nous proviennent essentiellement de la Banque Mondiale, précisément de World Development Indicators (WDI, 2010 et 2014). Les données du Ministère du budget nous ont également aidés en ce qui concerne les dépenses en éducation.

Nous retenons de ce tableau que durant la période sous-jacente, le revenu moyen d'un congolais était de 220\$ pendant que le niveau moyen d'investissement était de 11,5% du PIB. L'extraction des ressources naturelles rapporte, quant à elle, près de 17% du PIB par an au moment où les agents économiques accordent 4,6% du PIB à l'acquisition de l'éducation.

## II.2. Estimation du modèle

A la suite des auteurs classiques (Ricardo, Smit, etc.), l'histoire économique mondiale nous révèle que la dotation en ressources naturelles constitue un atout pour le développement du pays. Mais plus récemment, plusieurs études ont mis en exergue les effets

négatifs des ressources naturelles sur le développement (Kakanda, 2013). Dans le souci de s'enquérir empiriquement des effets de la croissance économique tirée des ressources naturelles sur le bien-être de la population, ce point va se focaliser sur les études économétriques s'y rapportant.

En effet, la théorie économique telle que sus exposée nous impose le choix du modèle à équations simultanées. Ce dernier nous permet d'analyser d'une part l'impact de la rente des ressources naturelles sur le bien-être de la population et d'autre part, il permet de déterminer les canaux de transmission de la rente sur le niveau de vie des congolais. Le modèle à équations simultanées nous a été inspiré par Avom et Carmignoni (2010) repris Kakanda (2013) qui ont analysé les effets des produits de base sur le développement de l'Afrique Centrale.

Ceci étant, notre modèle se spécifie comme suit :

$$\begin{aligned} \text{PIBH}_t &= a_{11} + a_{12} \text{CAP}_t + a_{13} \text{CAH}_t + a_{14} \text{RESS}_t + a_{15} \text{TERMES}_t + u_{1t} \\ \text{CAP}_t &= a_{21} + a_{22} \text{PIBH}_t + a_{23} \text{CREDIT}_t + a_{24} \text{RESS}_t + u_{2t} \\ \text{CAH}_t &= a_{31} + a_{32} \text{PIBH}_t + a_{33} \text{DEPED}_t + u_{3t} \end{aligned}$$

Ainsi en ce qui concerne le premier modèle, la variable dépendante PIBH est régressée sur les variables explicatives:

- le capital physique (CAP) mesuré par la Formation Brute du Capital Fixe rapportée au PIB;
- le capital humain (CAH) mesuré par le taux brut de scolarisation primaire (variable proxy) ;
- les bénéfices tirés des ressources naturelles en % du PIB (RESS) pour représenter les effets de la rente sur le PIB par habitant ;
- Les termes de l'échange, qui sont définis comme le prix des exportations d'un pays divisé par le prix de ses importations, conditionnent en effet l'ampleur des gains à l'échange. Tout événement ou politique économique qui tend à accroître les termes de l'échange d'un pays lui sera bénéfique. Inversement, une dégradation des termes de l'échange s'accompagnera d'une perte de bien-être (Krugman et Obstfeld, 2012).

Quant à la spécification du capital physique (CAP), l'équation inclut :

- Le Produit Intérieur Brute par Habitant;
- les bénéfices tirés des ressources naturelles en % du PIB (RESS) pour représenter les effets de la rente sur le stock du capital physique ;
- Le Crédit intérieur fourni au secteur privé par toutes les institutions du crédit (% du PIB) en vue de saisir les moyens de financement dont bénéficient les agents économiques

En ce qui capital humain, nous retenons :

- Le PIB par tête qui la capacité du ménage d'investir dans éducation et la santé ;



- Les dépenses en éducation en % du PIBH(DEPD) qui illustrent la part des revenus que tous les agents économiques accordent à l'acquisition du capital humain sous la forme d'éducation.

La spécificité du modèle sus présenté consiste en ce que certaines variables sont endogènes dans une équation et exogènes dans une autre. Ce qui fait que la partie systématique est reliée à la partie aléatoire: cela conduit à la violation de l'hypothèse d'exogenité nécessaire à l'utilisation de la méthode des moindres carrés ordinaires MCO. Ainsi, nous avons intérêt à identifier le système d'équations simultanées avant de l'estimer.

### Systeme et son identification

Pour identifier le modèle en vue de déterminer la méthode d'estimation d'une équation du système d'équations simultanées, nous exploiterons les résultats du tableau ci-dessous qui présente la matrice des structures ou la matrice des coefficients structurels:

N°	Variables endogènes			Variables exogènes					k'	g-1	Méthode d'estimation
	PIBH <sub>t</sub>	CAP <sub>t</sub>	CAH <sub>t</sub>	Cste	RESS <sub>t</sub>	TERME <sub>t</sub>	CREDIT <sub>t</sub>	DEPD <sub>t</sub>			
1	1	-a <sub>12</sub>	-a <sub>13</sub>	-a <sub>11</sub>	-a <sub>14</sub>	-a <sub>15</sub>	0	0	3	2	DMC ou MCI
2	-a <sub>22</sub>	1	0	-a <sub>21</sub>	-a <sub>24</sub>	0	-a <sub>23</sub>	0	3	2	DMC
3	-a <sub>32</sub>	0	1	-a <sub>31</sub>	0	0	0	-a <sub>33</sub>	2	2	DMC

Les résultats de ce tableau nous confirment que de toutes nos trois équations, seule la première est juste identifiée et les deux dernières sont sur identifiées, nous pouvons pour cela adopter la méthode de Double Moindres Carrés (DMC) pour estimer les trois équations.

### Analyse de la stationnarité

Variabes	ADF	VCM au seuil de 5%	Ordre d'intégration	Décision
PIBH <sub>t</sub>	-3.5015	-3.5806*	I(1)	Stationnaire
CAP <sub>t</sub>	-7.9715	-3.5629	I(1)	Stationnaire
DEPD <sub>t</sub>	-5.2219	-3.5684	I(1)	Stationnaire
TERME <sub>t</sub>	-7.7554	-3.5684	I(1)	Stationnaire
CREDIT <sub>t</sub>	-5.8894	-3.6032	I(1)	Stationnaire
RESS <sub>t</sub>	-4.3299	-3.5875	I(1)	Stationnaire

\*=VCM au seuil de 10%

Selon le test d'Augmenté Dickey-Fuller, il se déduit de ce tableau que sur les six variables analysés, toutes sont stationnaires en première différence.

### Estimation

Les résultats de ces estimations, par la méthode de Double Moindres Carrés (DMC), sont résumés par le tableau ci-dessous :

**Table 6: Tableau des estimations des modèles du système d'équations**

Variables	PIBH <sub>t</sub>	CAP <sub>t</sub>	CAH <sub>t</sub>
Constante	173,6721**	-5,6121	68.5339***
PIBH <sub>t</sub>		0.0247	-0.0862
CAP <sub>t</sub>	18,9123**		
CAH <sub>t</sub>			
RESS <sub>t</sub>	-23,2563***	0.6145*	
TERME <sub>t</sub>	2,338**		
CREDIT <sub>t</sub>		0.4288	
DEPD <sub>t</sub>			2,9897***
R-sq.	0.374	0.485	0.1825
F-stat	8,53	5,87	7,68
N	30	30	30

\*=significatif au seuil de 10% \*\*= significatif au seuil de 5% \*\*\*= significatif au seuil de 1%

### Discussion des résultats

Les résultats de la régression de la première équation sont globalement bons au regard du F-calculé mais le pouvoir explicatif du modèle est très faible avec un R-carré inférieur à 50%. La variable la plus influente est la rente des ressources naturelles qui, du reste, a une influence négative sur le PIB per capita. Si la rente augmente d'un point du PIB, cela s'accompagne de la réduction du PIB par habitant de 23\$. Cette influence négative corrobore les résultats des études récentes qui démontrent les effets négatifs des ressources naturelles sur le développement économique suite aux expropriations de terres, à la guerre et à l'écrémage qu'elles occasionnent. La Formation Brute du Capitale fixe et les termes d'échange ont une influence positive et significative sur le PIB par habitant.

La rente des ressources naturelles a également une influence positive sur l'accumulation du stock physique : le stock du capital physique augmente de 0,62% du PIB lorsque la rente des ressources naturelles croît de 1% du PIB. Ceci correspond à la structure économique de la RDC où les investissements s'orientent plus vers les secteurs extractifs. Quant à l'investissement dans le capital humain, la seule variable significative reste les dépenses d'éducation en % du PIB, ce qui est en phase avec la théorie économique.

### CONCLUSION

A la lumière du développement précédent, l'on peut conclure que les causes fondamentales du divorce entre l'économique et le social sont structurelles. Parmi elles, on peut citer la kleptocratie, le bradage des ressources naturelles et principalement la faible interaction entre l'infra économie et la supra-économie c'est-à-dire que la croissance est tirée de la supra-économie alors que l'écrasante majorité de la population œuvre dans l'infra économie et vivent dans la misère.

L'analyse empirique nous a révélé que la rente des ressources naturelles a une influence négative et significative sur le PIB per capita au point que si la rente augmente d'un point du PIB, cela s'accompagne de la réduction du PIB par habitant de 23\$ alors que le

stock du capital physique augmente de 0,62% du PIB lorsque la rente des ressources naturelles croît de 1% du PIB. Donc, la croissance tirée de l'extraction de ressources naturelles a une influence négative sur le social de la population congolaise.

En vue de rompre avec ce divorce, nous proposons ce qui suit :

- La diversification de l'économie congolaise en vue de transformer les ressources naturelles et rompre avec l'économie de rente et promouvoir le développement ;
- La promotion des petites et moyennes entreprises et la promotion des champions nationaux ;
- La jugulation de l'économie informelle et la création des emplois en vue de réduire l'influence de l'infra économie ;
- La réduction des inégalités et l'instauration de la bonne gouvernance en vue de rationaliser l'utilisation des ressources du pays.

## **BIBLIOGRAPHIE**

**Abadie D., Deneault A. et Sacher W. (2008)**, Noir Canada : Pillages, corruption et criminalité en Afrique, Les éditions ECOSOCIETE.

**Avom D. et Carmignani F. (2010)**, l'Afrique centrale peut-elle éviter le piège de la malédiction des produits de base ?, revue d'économie de développement, 2, p. 47-72

**Banque Centrale du Congo(2014)**, Rapport annuel de 2013.

**Banque Mondiale (2010)**, World Development Indicators, Washington.

**Banque Mondiale (2014)**, World Development Indicators, Washington.

**Bongoy Mpekesa(2012)**, Notes de cours de Théories de l'économie publique, UNIKIN, FASEG.

**Bourguignon F. (2003)**, « The Poverty-Growth-Inequality Triangle », paper prepared for a conference on poverty, Inequality and growth, Agence Française de Développement, Paris.

**Chambre des Mines(2014)**, Industrie minière de la RDC Premier Trimestre 2014.

**Dollar D. et Kraay A. (2002)**, Growth is good for the poor, Development Research Group, World Bank.

**Elsehans H. (1976)**, Classe étatique et kleptocratie, Frankfurt.

**Joye P. et Lewin R. (1961)**, Les Trusts au Congo, Editions Société Populaire, Bruxelles.

**Kakanda M. (2013)**, Ressources naturelles, guerres et développement économique en RDC, Mémoire de Licence, FASEG, UNIKIN.

**Kabeya Tshikuku(2012)**, Notes de cours d'Economie de Développement, éd. Shiloango.

**Kakwani, N., Khandker S. et Son H. (2004)**. "Pro-Poor Growth: Concepts and Measurement with Country Case Studies", Washington, UNDP.

**Kankwenda Mbaya(2007)**, Economie politique de la prédation au Congo-Kinshasa, ICREDES.

**Kalonji Ntalaja(2003)**, « Trois lectures de la performance de l'économie congolaise en 2002 », in notes de conjoncture, nouvelle serie, vol.1, p.43.

**Kasongo-Numbi Kashemukunda(2008)**, L'Afrique se recolonise, éd. le Harmattan.

**Ki-Zerbo J. (1978)**, Histoire de l'Afrique noire, éd. Hatier, France, p. 431.

**Krugman P. et Obstfeld M. (2008)**, Economie Internationale, éd Pearson Education, 8<sup>ème</sup> édition, Paris.

**Marysse S. et Tshimanga C. (2013)**, Les trous noirs de la rente minière en RDC, E-CA-CRE-AC.

**STIGLITZ J. (2002)**, la grande désillusion, Paris, édition Fayard, p.11.

